



Canadian Nuclear
Safety Commission

Commission canadienne
de sûreté nucléaire

Compte rendu des délibérations, y compris les motifs de décision

à l'égard de

Demandeur Ontario Power Generation Inc.

Objet Demande de modification du permis
d'exploitation de la centrale nucléaire de
Pickering-A pour intégrer des mises à jour de la
documentation

Date de
l'audience 27 novembre 2009

COMPTE RENDU DES DÉLIBÉRATIONS

Demandeur : Ontario Power Generation Inc.

Adresse : 1675, Montgomery Park Road, C.P. 160,
Pickering (Ontario) L1V 2R5

Objet : Demande de modification du permis d'exploitation de la centrale
nucléaire de Pickering-A pour intégrer des mises à jour de la
documentation

Demande reçue les : 31 juillet 2009 et 28 août 2009

Date de l'audience : 27 novembre 2009

Endroit : Commission canadienne de sûreté nucléaire, 280, rue Slater,
Ottawa (Ontario)

Commissaire présent : M. Binder, président

Secrétaire : K. McGee
Rédacteur du compte rendu : M. Young

Permis : modifié

Table des matières

Introduction	1
Point étudié	1
Audience	1
Décision	2
Questions à l'étude et conclusions de la Commission	2
<i>Compétence et mesures de protection</i>	2
Application de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i>	3

Introduction

1. Ontario Power Generation Inc. (OPG) a présenté à la Commission canadienne de sûreté nucléaire¹ (CCSN) une demande de modification du permis d'exploitation de la centrale nucléaire de Pickering-A, située à Pickering (Ontario). Le permis en vigueur (PROL 04.13/2010) expire le 30 juin 2010.
2. OPG a proposé les trois modifications suivantes au permis de la centrale de Pickering-A :
 - citation en référence de la version 2009 de la description de l'installation dans le rapport de sûreté à l'annexe A du permis;
 - citation en référence de la nouvelle version du document *Building Development Site Plan* (version 26) à l'annexe A du permis;
 - mise à jour des conditions et annexes du permis visant les enveloppes de pression afin de permettre la transition d'OPG vers l'édition 2008 et la mise à jour n° 1 de la norme de l'Association canadienne de normalisation (CSA) N285.0 *Exigences générales relatives aux systèmes et aux composants sous pression des centrales nucléaires CANDU* et de mettre en œuvre un accord officiel avec une agence d'inspection autorisée.

Point étudié

3. Dans l'examen de cette demande, la Commission devait décider, conformément au paragraphe 24(4) de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*² (LSRN) :
 - a) si OPG est compétente pour exercer l'activité qu'autoriserait le permis modifié, et
 - b) si, dans le cadre de cette activité, OPG prendra les mesures voulues pour préserver la santé et la sécurité des personnes, protéger l'environnement, maintenir la sécurité nationale et respecter les obligations internationales du Canada.

Audience

4. Conformément à l'article 22 de la LSRN, le président de la Commission a établi une formation de la Commission pour examiner la demande. Pour rendre sa décision, la Commission a étudié les renseignements présentés dans le cadre d'une audience tenue le 27 novembre 2009, à Ottawa (Ontario). Lors de l'audience, la Commission a pris en compte les mémoires du personnel de la CCSN (document CMD 09-H127) et d'OPG (document CMD 09-H127.1).

¹ On désigne la Commission canadienne de sûreté nucléaire comme la « CCSN » lorsqu'on renvoie à l'organisation et à son personnel en général, et comme « la Commission » lorsqu'on renvoie à la composante tribunal.

² Lois du Canada, L.C. 1997, ch. 9.

Décision

5. D'après son examen de la question, décrit plus en détail dans les sections suivantes du présent compte rendu, la Commission conclut qu'OPG satisfait aux conditions du paragraphe 24(4) de la LSRN.

Par conséquent, conformément à l'article 24 de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires*, la Commission modifie le permis (PROL 04.13/2010) délivré à Ontario Power Generation Inc. pour l'exploitation de sa centrale nucléaire de Pickering-A, située à Pickering (Ontario). Le permis modifié (PROL 04.14/2010) demeure valide jusqu'au 30 juin 2010.

6. La Commission assortit le permis des conditions recommandées par le personnel de la CCSN dans le document CMD 09-H127.

Questions à l'étude et conclusions de la Commission

Compétence et mesures de protection

7. La première demande d'OPG visait à citer en référence la version 2009 de la description de l'installation dans le rapport de sûreté à l'annexe A du permis de Pickering-A, pour remplacer la version 2006. Le personnel de la CCSN a indiqué avoir reçu la version 2009 dans le délai de trois ans prescrit par la norme d'application de la réglementation S-99, *Rapports à soumettre par les exploitants de centrales nucléaires*. Il a déclaré avoir examiné la version 2009 et l'a jugée acceptable.
8. La deuxième demande d'OPG visait à citer en référence la version 26 du document *Building Development Site Plan* à l'annexe A du permis de Pickering-A. Le personnel de la CCSN a indiqué que la version 26 avait été préparée pour refléter l'état final de l'installation. Il a déclaré avoir examiné la version 26 et l'a jugée acceptable.
9. La troisième demande d'OPG visait la modification du permis de Pickering-A afin de permettre la transition d'OPG vers l'édition 2008 et la mise à jour n° 1 de la norme de la CSA N285.0 *Exigences générales relatives aux systèmes et aux composants sous pression des centrales nucléaires CANDU* et de mettre en œuvre un accord officiel avec une agence d'inspection autorisée.
10. Le personnel de la CCSN a indiqué avoir étudié et évalué les révisions de 2008 et 2009 à la norme CSA N285.0, pour conclure que les modifications à la norme sont acceptables. Il a déclaré que la modification proposée permettra à OPG de retenir les services d'une ou plusieurs agences d'inspection autorisées en remplacement du contrat d'inspection avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada et la Technical Standards and Safety Authority, qui arrive à terme le 31 mars 2010. Le personnel de la CCSN a précisé que cette mesure assurera la poursuite d'inspections par des tiers des réparations, remplacements et modifications aux enveloppes de pression des installations d'OPG.

11. Le personnel de la CCSN a déclaré que la norme CSA N285.0 prévoit que l'agence d'inspection autorisée doit être acceptable pour l'organisme de réglementation. Il a indiqué qu'OPG procède actuellement à la sélection d'une agence d'inspection acceptable pour la CCSN, et qu'OPG soumettra l'accord officiel avec l'agence d'inspection au plus tard le 31 mars 2010. Il a également souligné que, dans le cadre de ce changement proposé, les annexes F, I et J du permis comporteront de nouvelles exigences relatives à d'autres procédures et processus, notamment l'enregistrement des systèmes de protection contre l'incendie et les nouvelles dispositions et interfaces requises à l'égard des mesures prises pour donner suite aux cas de non-conformité au code et à la norme entre l'agence d'inspection, le titulaire de permis et la CCSN.
12. Le personnel de la CCSN a déclaré que les changements proposés par OPG sont en grande partie de nature administrative, et qu'ils n'auront pas d'incidences négatives sur la santé et la sécurité des travailleurs ou du public, et la protection de l'environnement. Il a relevé que, dans ce contexte, l'intégration de mises à jour aux versions les plus récentes des normes et des guides d'application de la réglementation devrait rehausser la sûreté. Le personnel de la CCSN a recommandé à la Commission de modifier le permis pour intégrer les changements proposés.

Application de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*

13. Avant de rendre une décision en matière de permis, la Commission doit être d'avis que toutes les exigences applicables de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*³ (LCEE) ont été satisfaites.
14. Le personnel de la CCSN a indiqué qu'il a procédé à une détermination de la nécessité d'effectuer ou non une évaluation environnementale. Il a déterminé qu'une évaluation environnementale n'est pas exigée aux termes du paragraphe 5(1) de la LCEE.
15. La Commission estime que toutes les exigences applicables de la LCEE ont été respectées.



Michael Binder
Président,
Commission canadienne de sûreté nucléaire

NOV 27 2009

Date

³ L.C. 1992, ch. 37.